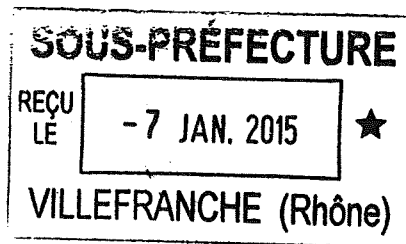


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Commune :
AFFOUX
RHÔNE



201435

Nombre de conseillers : 11
En exercice : 11
Présents : 11
Votants : 11

L'an deux mil quatorze, le 20 novembre à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal de la commune d'Affoux, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Michel DEGRANDI, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 novembre 2014

OBJET : ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET DEFINITION DES MODALITES DE LA CONCERTATION

PRÉSENTS : DEGRANDI, DECOLLONGE, DUPRÉ, CHASSAGNEL, DELORME, DUCREUX, FOUILLAT, GUILLOT, MAYNAND, PILON.

ABSENTS EXCUSES : GOUTTARD Chantal

Secrétaire : CHASSAGNEL Sophie

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;
Conformément à la loi ALUR adoptée le 24 mars 2014 et publiée au journal officiel le 26 mars 2014 qui rend caduques les plans d'occupation des sols (POS) qui n'auront pas été mis en forme de PLU au plus tard le 31 décembre 2015.

Monsieur le Maire expose la nécessité d'engager une procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de concertation avec la population pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

De plus, Monsieur le Maire informe le Conseil que des aides financières existent (dotation générale de décentralisation), et qu'il faudrait en faire la demande.

Le conseil municipal,
VU l'article L.123-19 du code de l'urbanisme ;

VU les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

VU l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;

VU le Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du 01/08/1986,

ENTENDU l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré :

- prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- demande l'attribution d'une subvention la plus élevée possible dans le cadre de la dotation générale de décentralisation ;
- de consulter des bureaux d'études afin d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix dans l'élaboration du PLU ;
- ouvre la concertation pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme : la concertation se déroulera dans les modalités suivantes :

✓ Moyens d'information à utiliser :

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires
- article spécial dans la presse locale
- articles dans le bulletin municipal
- exposition publique avant que le PLU ne soit arrêté
- affichage sur les lieux du projet
- dossier disponible en mairie

✓ Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture ;
- possibilité d'écrire au maire
- réunion publique avec la population
- des permanences seront tenues en mairie par M. le Maire, l'adjoint délégué à l'urbanisme ou des techniciens dans la période de un mois précédent « l'arrêt du projet de PLU » par le conseil municipal
- des réunions publiques seront organisées

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L. 111-8 du même code, à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente décide de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-18 du code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, le conseil municipal délibérera simultanément sur le bilan de la concertation et sur l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet et aux services de l'État (STAP, DDT, DREAL, ARS) ;
- aux présidents du conseil régional et du conseil général ;
- au président de l'établissement public en charge du SCOT ;
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre ;
- aux représentants de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers, de la chambre d'agriculture ;

Les récipiendaires de la notification ci-dessus évoquée sont associés à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.123-17 du Code de l'urbanisme, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et le Centre national de la propriété forestière seront également consultés.

À Affoux, le 20 Novembre 2014.
Ont signés les membres présents
Pour extrait conforme

Le Maire

